



Philosophia Scientiæ

Travaux d'histoire et de philosophie des sciences

22-2 | 2018

Études de cas en épistémologie sociale

Introduction

Introduction

Pierre Willaime et Olivier Ouzilou



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/philosophiascientiae/1436>

DOI : [10.4000/philosophiascientiae.1436](https://doi.org/10.4000/philosophiascientiae.1436)

ISSN : 1775-4283

Éditeur

Éditions Kimé

Édition imprimée

Date de publication : 21 juin 2018

Pagination : 5-15

ISBN : 978-2-84174-893-8

ISSN : 1281-2463

Référence électronique

Pierre Willaime et Olivier Ouzilou, « Introduction », *Philosophia Scientiæ* [En ligne], 22-2 | 2018, mis en ligne le 21 juin 2018, consulté le 01 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/philosophiascientiae/1436> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/philosophiascientiae.1436>

Tous droits réservés

Introduction

Pierre Willaime

Archives Henri-Poincaré – Philosophie et Recherches
sur les Sciences et les Technologies,
Université de Lorraine, Université de Strasbourg,
CNRS, Nancy (France)

Olivier Ouzilou

Archives Henri-Poincaré – Philosophie et Recherches
sur les Sciences et les Technologies,
Université de Lorraine, Université de Strasbourg,
CNRS, Nancy (France)

1 Analyse sociale de la connaissance et études de cas

L'épistémologie sociale est un domaine de recherche en construction. L'usage généralisé de cette expression trouve son origine dans la philosophie analytique contemporaine, bien que des auteurs en sociologie des sciences puissent également l'utiliser. L'épistémologie sociale répond à une exigence d'utilité publique, à un souci d'application de la philosophie de la connaissance à des problèmes de société. Mais son développement répond également à des questions théoriques soulevées par la philosophie de la connaissance contemporaine. Ainsi, l'épistémologie sociale se nourrit, certes, d'études de cas, mais il ne faut pas en conclure que son application guide et structure à elle seule ses recherches. Un des défis importants de ce nouveau domaine est d'arriver à concilier l'analyse conceptuelle avec des études de cas, qu'elles soient théoriques ou appliquées. De plus, l'épistémologie sociale souhaite à la fois

contribuer aux recherches contemporaines en philosophie de la connaissance et s'adresser à un public plus large, en recherchant une forme d'utilité publique. Ces deux projets ne sont pas faciles à combiner.

Le projet d'épistémologie sociale insufflé par Alvin Goldman [Goldman 1999] a donc deux objectifs. Le premier est de développer une théorie de la connaissance (et de la justification) qui ne soit pas uniquement centrée sur les processus cognitifs individuels. Celle-ci se distingue d'une grande partie des recherches actuelles en épistémologie par deux aspects. Tout d'abord l'épistémologie sociale soutient l'idée que nos croyances et connaissances ne dépendent pas seulement des sources « directes » [Bouvier & Conein 2007, 18]. Il faut comprendre ici par « source directe » le fait pour le sujet de pouvoir s'assurer directement, et de manière autonome, de la vérité d'une proposition (par exemple « il neige » lorsque je suis dehors à le constater). On peut citer comme sources directes de croyances nos perceptions ou encore notre mémoire. En l'absence de cette relation directe (que Russell nomme *acquaintance*), nous parlons d'une source « indirecte » de la croyance, c'est-à-dire médiée, qui est de l'ordre du témoignage, de la description. Le leitmotiv de l'épistémologie sociale est de critiquer l'accent mis, à tort selon elle, sur l'analyse des croyances issues de sources directes uniquement. Ce parti pris correspond à l'étude traditionnelle du sujet de la croyance considéré de manière isolée et comme pouvant justifier ses croyances. Dans ce paradigme évidentialiste, les croyances produites de manière « directes » sont censées être plus fiables et plus facilement justifiables que les croyances dont les sources sont « indirectes ». Cependant, l'épistémologie sociale souligne que, dans notre vie épistémique, nous dépendons principalement de croyances « indirectes » issues de différentes sources de témoignages. Elle met l'accent sur l'analyse des sources indirectes de croyances et tente ainsi de prendre en compte l'importance de nos interactions sociales, des groupes auxquels nous appartenons ou encore de nos institutions pour la formation de nos croyances.

L'autre aspect novateur (et polémique) de l'épistémologie sociale goldmanienne est de ne plus s'occuper de la justification interne de nos croyances. Si celles-ci dépendent d'une multitude de facteurs en dehors de notre portée, il semble impossible de pratiquer un examen exhaustif de nos raisons de croire. L'analyse introspective de la solidité de nos croyances semble vouée à l'échec. L'épistémologie sociale ne s'intéresse donc plus véritablement à l'évaluation des éléments de preuve dont dispose un individu pour soutenir une proposition. En lien avec son objectif d'utilité pratique, elle se concentre plutôt sur l'examen de la fiabilité des processus à l'origine de cette croyance. La question de la justification ne réside plus dans l'examen interne des raisons de croire mais dans son examen de la fiabilité du processus à l'origine de celles-ci. Avec ces deux caractéristiques, c'est-à-dire le refus d'un internalisme tant dans l'explication des croyances que dans leurs justifications, l'épistémologie sociale vise ainsi à réintégrer des aspects de nos vies épistémiques qui avaient été négligés par un certain goût pour l'introspection développé depuis

Descartes et encouragé par tout un pan, internaliste, de la philosophie analytique contemporaine.

Le second but de l'épistémologie sociale réside dans son utilité sociale. Cet objectif pragmatique-épistémique consiste à évaluer de manière comparative nos pratiques épistémiques ordinaires. Une fois l'importance de ces pratiques pour l'épistémologie acquise, Goldman cherche un moyen de faire le tri entre les pratiques bénéfiques et les pratiques néfastes pour la quête de la connaissance (Goldman parlerait plutôt de quête de la vérité). La solution que Goldman retient consiste à identifier les processus épistémiques qui débouchent majoritairement sur des croyances vraies. Ces processus sont alors considérés comme fiables. Ce fiabilisme a l'avantage de ne pas dépendre de l'analyse épistémique de ces processus. Je n'ai pas besoin de savoir ce qu'est une justification pertinente pour suivre un processus qui s'est avéré, statistiquement, mener plutôt à la vérité. Dois-je m'adresser à un passant pour demander mon chemin dans une rue de Paris? Goldman répondrait positivement si, dans le passé, cette action s'est avérée bénéfique plus souvent que néfaste. L'épistémologue social se livre alors à une forme d'enquête, tentant de conférer des indices de fiabilité aux processus à l'origine de nos croyances. Nous pouvons voir avec cet exemple trivial à quel point le fiabilisme permet d'intégrer des éléments contextuels; demander son chemin à Paris n'est pas la même chose que dans une ville d'Amérique latine. Dans certaines régions, il est d'usage que les passants indiquent une direction, par politesse, sans avoir aucune idée de l'itinéraire qu'il nous faut emprunter. Le fiabilisme s'expose alors au risque du particularisme (autrement appelé le problème de la généralité) qui limiterait son application au processus instancié. Même si le fiabilisme échouait à répondre à ce problème, l'épistémologie sociale ne devrait pas être abandonnée pour autant. Elle ne dépend pas du fiabilisme mais peut se construire sur d'autres théories de la justification (sous réserve que celles-ci prennent en compte le contexte de nos croyances). John Greco, par exemple, opère un rapprochement entre épistémologie sociale et épistémologie des vertus [Greco 2010].

Les deux buts de l'épistémologie sociale ne sont pas faciles à combiner. Mettre l'accent sur l'évaluation des pratiques épistémiques revient souvent à délaisser l'analyse conceptuelle pour d'autres méthodes (par exemple la modélisation des groupes ou des interactions). Pourtant, l'analyse conceptuelle est nécessaire au développement d'une théorie sociale de la connaissance. La solution d'unification entre les deux buts de l'épistémologie sociale que propose Goldman contient elle-même cette tension : le fiabilisme des processus, bien utile pour évaluer les pratiques, pose un certain nombre de problèmes conceptuels. Nous avons mentionné celui de la généralité ou de la généralisation mais nous pouvons également lui adjoindre celui de la valeur de la connaissance. Le fiabilisme assimile en effet croyance vraie et connaissance, ce qui est problématique pour beaucoup d'épistémologues. La notion de connaissance serait ainsi analysée de manière incomplète car nous échouerions à rendre compte de toutes ses subtilités.

* * *

La difficulté d'articuler l'approche théorique de l'épistémologie sociale et l'approche appliquée vient également de la relation ambiguë qu'entretient l'épistémologie sociale avec le reste de la philosophie de la connaissance. Goldman [Goldman 2010] défend une position sur ce point qu'il qualifie de *préservationniste*. Selon celle-ci, l'épistémologie sociale se contenterait d'introduire de nouveaux objets d'étude dans la philosophie de la connaissance traditionnelle pour en analyser la dimension sociale sans la modifier plus en profondeur.

Nous pourrions ainsi continuer à travailler dans le cadre d'une épistémologie individualiste tout en développant, à part, une épistémologie sociale. Ce projet préservationniste semble attirant car moins radical en ce qu'il permettrait de ne pas remettre en cause l'épistémologie classique ou traditionnelle. Certains auteurs historiques qui ont proposé une analyse du témoignage (Hume et Reid sont souvent cités) faisaient déjà de l'épistémologie sociale dans ce cadre. Les deux approches, sociale ou individuelle, pourraient cohabiter sans heurts. Cependant, on peut se demander si le développement d'une épistémologie sociale peut s'accompagner de la défense d'un internalisme de la justification ou d'un réductionnisme au niveau du témoignage par exemple. Il semble que non. L'épistémologie sociale paraît, au contraire, aller de pair avec certaines thèses (le refus du réductionnisme vis-à-vis du témoignage, l'externalisme...), voire certaines positions ontologiques ou métaphysiques. Développer à la fois une épistémologie individuelle et une épistémologie sociale reviendrait à scinder en deux la justification de nos croyances, et à adopter une attitude ambiguë.

Le *préservationnisme* se distingue de l'*expansionnisme* et du *révisionnisme*. Ce dernier terme désigne, chez Goldman, les recherches en philosophie et sociologie des sciences qui partagent le présupposé d'une construction exclusivement sociale de nos connaissances. Cette position, fortement critiquée par Goldman, rassemble pour lui des auteurs aussi divers que Rorty, Latour, Woolgar, Barnes, Bloor et Fuller. Si elle ne trouve pas grâce à ses yeux, c'est parce qu'elle se concentre sur des études de cas historiques et entend (dé)montrer la formation sociale des connaissances sans en proposer une analyse en termes épistémiques. Si Goldman est peu charitable avec ces thèses, c'est en partie parce qu'elles détachent l'épistémologie sociale du reste de la philosophie, ce qui va à l'encontre son projet d'unification. Il est bien sûr également très critique vis-à-vis des partis pris relativistes, ou en tout cas purement descriptifs, qui soutiennent ces positions et il développe de nombreux arguments en ce sens. Quant aux auteurs critiqués, ils reprochent à Goldman des études de cas construites, désincarnées et partant uniquement de problèmes théoriques [Fuller 2012, 7] [Fuller & Collier 2004, 59] (cf. [Chevalier 2015] pour une présentation de l'opposition entre ces deux types d'épistémologie sociale).

Comme le souligne Pascal Engel, il est facile de ne plus faire d'épistémologie en voulant faire de l'épistémologie sociale [Engel 2007] ; l'analyse des processus

de formation des croyances peut facilement rester à un niveau purement descriptif et, par conséquent, ne pas inclure l'élément normatif auquel s'attache la philosophie de la connaissance. Inversement, il est également tentant de ne faire que de l'épistémologie classique – anti-réductionniste peut-être, mais toujours centrée uniquement sur l'individu – en voulant faire de l'épistémologie sociale. Les détracteurs de l'approche préservationniste lui reprochent ainsi de rester à un niveau d'analyse qui laisse de côté l'analyse des groupes ou des institutions sociales. Ceux-ci vont se retrouver dans une troisième approche, qualifiée d'*expansionniste*.

Cette position est discutée de manière beaucoup plus charitable dans l'épistémologie sociale goldmanienne. Celle-ci souhaite remettre en cause plus largement l'épistémologie traditionnelle : « pourquoi conserver le cadre d'une philosophie de la connaissance contemporaine qui ne parle que du sujet ou des relations interpersonnelles ? », se demandent les partisans de l'expansionnisme. Leur épistémologie sociale rompt avec la plupart des recherches récentes en philosophie de la connaissance. Nous pouvons alors considérer les groupes comme des entités susceptibles d'avoir des croyances et des attitudes intentionnelles comme le font [Gilbert 1989], [List & Pettit 2011] ou [Tollefsen 2015]. Un groupe n'est plus alors l'agrégat des individus qui le composent mais peut être le sujet d'attitudes épistémiques au sens strict. Cette épistémologie sociale expansionniste pratique ce que Goldman appellerait un inflationnisme ontologique, c'est-à-dire l'attribution d'intentionnalité à certaines entités sociales. Elle pose également l'épineuse question des conditions de justification d'une croyance de groupe. Pour finir sur ce point, nous pouvons noter que les allers-retours sont nombreux entre l'analyse du groupe en tant que sujet de croyance et celle de l'agent en tant que membre d'un groupe. La défense d'une conception intentionnaliste du groupe n'oblitére pas forcément l'analyse au niveau des agents ; Gilbert, par exemple, propose une analyse des deux aspects en soulignant le coût social pour l'individu qui diverge de la croyance de son groupe [Gilbert 2007].

L'expansionnisme comprend également un mouvement de naturalisation de l'épistémologie. Les recherches qui s'y rattachent utilisent de nouvelles méthodes, telle la modélisation informatique des agents et groupes. Ces nouveaux outils computationnels peuvent schématiser certaines pratiques épistémiques et servir l'analyse de processus tels que les cascades d'informations, les biais de confirmation ou le mimétisme social. Ils vont habituellement de pair avec un abandon des questions classiques en épistémologie (qu'est-ce que la connaissance, la justification, etc. ?) au profit d'interrogations plus concrètes (quelle méthode d'organisation permet à un groupe particulier de maximiser ses chances d'atteindre une connaissance ? Est-ce que publier des résultats de recherche intermédiaires est bénéfique pour le résultat final pour un groupe de chercheurs ?).

D'un point de vue pratique, cela permet une naturalisation de l'épistémologie en simplifiant la modélisation des groupes épistémiques et nous donne donc des outils pour évaluer et schématiser certaines pratiques épistémiques.

L'épistémologie sociale tendrait alors à se développer séparément de l'épistémologie traditionnelle.

Dans le cas où nous ne serions pas satisfaits de cette séparation, il y a sans doute des espoirs de trouver une solution intermédiaire entre préservationnisme et expansionnisme, ainsi que l'atteste par exemple le développement d'une épistémologie sociale centrée sur l'agent et utilisant le cadre conceptuel de l'épistémologie des vertus, celle de John Greco [Greco 2010] ou Ernest Sosa [Sosa 2007].

* * *

Les trois positions que nous venons de décrire sont en lien avec le second but de l'épistémologie sociale : son utilité pratique. Il est souvent reproché à l'approche préservationniste de ne pas permettre d'études de cas empiriques. À l'inverse, l'approche révisionniste – qui, pour Goldman, ne doit pas être considérée comme de l'épistémologie sociale malgré l'usage du terme par certains de ses partisans – fait la part belle aux études de cas, principalement historiques. Peut-il y avoir un juste milieu entre une épistémologie sociale théorique n'utilisant que des études de cas détachées de la réalité (qui sont souvent plus proches de l'expérience de pensée que de l'étude de cas) et une épistémologie sociale abandonnant les questions traditionnelles de la philosophie de la connaissance ?

Il semble que la séparation se fasse sur la question de l'utilité sociale de l'épistémologie. De nombreux projets d'applications en philosophie partent du principe que l'analyse conceptuelle a trouvé ses limites et qu'il nous faut d'autres méthodes pour faire progresser les recherches en philosophie de la connaissance. Ainsi, la philosophie expérimentale cherche à collecter et analyser nos intuitions morales ou épistémiques pour nourrir la recherche. Ces données du terrain permettraient de sortir d'une philosophie en fauteuil pour toucher à une « réalité » qui serait représentée, de manière problématique, par la combinaison des intuitions personnelles.

L'épistémologie sociale, dans son acceptation goldmanienne, promeut une toute autre forme d'application. Elle ne veut pas rompre avec la méthode de l'analyse conceptuelle mais mettre celle-ci au service de problèmes concrets. Ce souci d'application de la philosophie de la connaissance peut être incarné par un ouvrage de David Coady intitulé *What to believe now : applying epistemology to contemporary issues* [Coady 2012]. Même si le caractère appliqué et l'aspect social de l'épistémologie ne se chevauchent pas totalement, ils appellent tous deux de leurs vœux un retour de l'épistémologie dans la vie publique. Ce tournant « appliqué » est une réaction bien normale à la séparation récente de l'épistémologie et de l'éthique.

Loin de vouloir révolutionner la philosophie, l'épistémologie sociale ne souhaite en fait que remettre au goût du jour des questions très anciennes :

que puis-je croire, en qui puis-je avoir confiance, comment acquérir des connaissances¹ ?

2 Présentation des contributions

Si l'épistémologie sociale peut prendre les sciences, sociales ou non, pour objets, elle ne se confond ni avec la sociologie des sciences ni avec l'épistémologie au sens de théorie de la connaissance scientifique [Bouvier & Conein 2007, 10]. Elle se distingue de la première en ce que son approche est normative et ne se contente donc pas de rendre compte des processus sociocognitifs à l'œuvre au sein de l'activité scientifique, quand bien même la description et la compréhension des processus en question incluraient une référence irréductible aux normes épistémiques auxquelles les agents se conforment effectivement. Elle diffère de la seconde en tant qu'elle se focalise sur la science conçue comme activité sociale. Les interrogations portant sur le mode d'administration de la preuve dans telle ou telle science ou sur leur aptitude à formuler des lois ne seraient, ainsi, pas du ressort de l'épistémologie sociale. En revanche, son champ de recherche couvre de manière essentielle des questions portant sur la façon dont, par exemple, tel type de collaboration ou de division du travail cognitif au sein de l'activité scientifique peut s'avérer épistémiquement optimal (voir à ce sujet, entre autres [Thagard 2007]).

L'article de Marc-Kevin Daoust, « Sciences normatives, procédures neutres » se situe dans cet espace de réflexion et aborde, plus précisément, la question de la neutralité scientifique. Il existe plusieurs manières, souvent entremêlées dans le débat public, de comprendre l'idée de neutralité en sciences. Comme l'écrit l'auteur, la question de la neutralité peut concerner les *effets* de la science, ses *finalités*, les *concepts* qu'elle mobilise ou encore les *procédures* qui guident l'activité scientifique. Ces éléments peuvent, certes, interférer : par exemple, les finalités politiques qu'un chercheur assigne à sa recherche peuvent contaminer sa collecte des données et l'inciter à succomber à un biais de confirmation en faveur de la thèse politique qu'il désire promouvoir. Ces différentes acceptions doivent, toutefois, être conceptuellement distinguées, ne serait-ce que pour déterminer quels aspects de l'activité scientifique peuvent légitimement inclure des éléments normatifs.

Daoust aborde la question du choix des normes éthiques et politiques guidant l'activité scientifique, et plus précisément ce qu'il nomme la neutralité « procédurale ». Cette dernière, que l'auteur distingue, d'une part, de la neutralité des buts de la science et, d'autre part, de la neutralité des concepts ou énoncés scientifiques, concerne les procédures décisionnelles qui doivent encadrer les orientations normatives des sciences. Précisons que l'activité scientifique doit ici être entendue de manière large et peut ainsi être identifiée à l'ensemble des pratiques associées à la science, comme le financement de la

1. Par Pierre Willaime.

recherche, le recrutement dans les institutions d'enseignement et de recherche ou le processus de publication.

L'interrogation centrale de l'article porte sur le rôle de la délibération touchant de telles questions normatives. L'auteur argumente en faveur de l'idée selon laquelle c'est en vertu d'un principe de neutralité scientifique qu'il faut accorder un rôle de premier plan à la délibération publique, à savoir à une procédure délibérative impartiale et rationnelle dans le choix d'un tel type de normes en sciences. On peut remarquer que l'un des arguments que donne l'auteur en faveur de la défense de la neutralité procédurale rejoint les interrogations pragmatico-épistémiques de Goldman exposées précédemment puisqu'il mobilise l'idée d'une supériorité du potentiel épistémique propre aux procédures impartiales et rationnelles, supériorité qui concerne tant la question de l'*identification du contenu* des croyances et des décisions optimales que celle de la *compréhension des raisons de leur optimalité*. Notons, enfin, que cet article, ainsi que le souligne son auteur, permet de rapprocher deux programmes parallèles de recherche : le premier, central en philosophie des sciences, porte sur l'objectivité procédurale et les méthodes fiables au sein de l'activité scientifique ; le second, constitutif de tout un pan de la philosophie politique et omniprésent dans les débats contemporains sur les conceptions épistémiques de la démocratie, concerne le potentiel cognitif de la délibération publique.

Dans un article fondateur, Hardwig proposait d'élargir notre concept de raison épistémique et de remettre en cause l'« individualisme épistémique » qui constituerait, selon lui, une composante implicite de notre épistémologie : nous sommes, selon Hardwig, en possession de bonnes raisons de croire que p lorsque nous disposons de bonnes raisons de croire que d'autres, en l'occurrence les « experts » du domaine concerné, ont de bonnes raisons de croire que p [Hardwig 1985]. En ce sens, les bonnes raisons de croire une proposition ne constituent pas nécessairement des données *directes* en faveur de la vérité du contenu de la proposition en question. Étant donné la division du travail cognitif intra-disciplinaire (que l'on songe, entre autres, à la quantité de tâches cognitives réparties entre chercheurs afin d'effectuer certaines expérimentations), l'expert est souvent lui-même, ajoutait-il, un novice ou un « expert partiel » dans son propre domaine [Hardwig 1985, 346].

C'est dans cet axe de recherches que se situe l'article de Julie Jebeile, intitulé « Collaborative Practice, Epistemic Dependence and Opacity : The case of space telescope data processing », à cette nuance près que l'étude de cas analysée ici ne porte pas sur un laboratoire scientifique mais sur un programme de recherche et se situe au croisement de plusieurs disciplines. L'auteure mobilise la distinction conceptuelle proposée par Wagenknecht entre deux types de dépendance épistémique, dits « opaque » et « translucide » [Wagenknecht 2014], en l'appliquant à un cas contemporain de création de connaissances scientifiques. Selon Wagenknecht, la relation de dépendance est opaque lorsqu'un chercheur ne possède pas la compétence nécessaire pour mener à exécution et évaluer de manière indépendante le travail scientifique

du (ou des) collègue(s) sur lequel il s'appuie et sera dite « translucide » dans le cas contraire. Les relations de dépendance purement opaques ou translucides ne constituent toutefois que des cas-limites, l'aptitude des chercheurs à la mise en œuvre et à l'appréciation des travaux de leurs collègues étant la plupart du temps partielle. Remarquons, enfin, que dans les cas de dépendance épistémique translucide (situation la plus désirable puisqu'elle diminue le risque de propagation des erreurs), le chercheur se fie au travail de ses collègues pour des raisons essentiellement pragmatiques (d'économie de temps, d'effort cognitif, etc.) puisque ses capacités épistémiques sont supposées globalement équivalentes à celles de ces derniers eu égard au domaine considéré.

J. Jebeile applique cette distinction au traitement des données astrophysiques prenant place sur le segment-sol, à savoir sur l'organisation humaine et matérielle dont le but est de contrôler et de faire fonctionner un télescope spatial à partir de la surface de la Terre. Plus précisément, l'auteure entend montrer, d'une part, que certains aspects sociaux et non intrinsèquement épistémiques de la recherche tels que la compétition entre laboratoires ou le secret industriel peuvent contribuer à opacifier la relation de dépendance épistémique. Elle analyse, d'autre part, la manière dont la dimension technologique, c'est-à-dire instrumentale et computationnelle, des supports de la recherche influe sur la nature et la signification de la dépendance épistémique.

Dans le chapitre 5, intitulé « Argumentation », de *Knowledge in a Social World* [Goldman 1999], Goldman élabore, dans le cadre de son projet d'édification d'une épistémologie sociale véritiste, une théorie de la bonne argumentation. L'auteur distingue un « argument » au sens strict, c'est-à-dire un ensemble d'énoncés ou de propositions constitué de prémisses et d'une conclusion d'une « argumentation », qui correspond à l'activité par laquelle un énonciateur présente une thèse à un auditoire et la défend en exhibant les raisons ou prémisses. Lorsque, plus spécifiquement, l'argumentation est le fait d'un seul énonciateur, elle sera dite « monologique ». Si elle implique au moins deux énonciateurs défendant successivement, au cours d'une interaction, des positions contradictoires, on qualifiera alors l'argumentation de « dialogique » [Goldman 1999, 131]. Le projet de Goldman est double : il vise à décrire les normes, auxquelles nous souscrivons la plupart du temps tacitement, de la bonne argumentation ainsi qu'à proposer de nouvelles règles aptes à promouvoir cette finalité véritiste, c'est-à-dire à accroître la fréquence, la profondeur et la qualité des argumentations socialement exposées, et ce, qu'il s'agisse d'argumentations déployées en face-à-face ou à une plus grande échelle. Ce dernier aspect suppose, entre autres, d'identifier les facteurs sociaux favorisant l'appauvrissement des argumentations dans les divers contextes (judiciaire, médiatique, etc.) au sein desquels des systèmes de raisons sont présentés et de réfléchir à des mécanismes susceptibles de les neutraliser (voir également, à ce sujet [Goldman 1994]).

L'article d'Alban Bouvier se situe dans ce champ de réflexion en ce qu'il analyse la théorie de l'argumentation du point de vue d'une épistémologie sociale. L'auteur montre que, telle qu'elle est formulée, la théorie générale

de l'argumentation que représente la pragma-dialectique de van Eemeren constitue un danger pour une épistémologie sociale de type véritiste, malgré le fait, d'une part, que son auteur expose d'une manière beaucoup plus développée que ne le fait Goldman les normes d'une bonne argumentation et, d'autre part, qu'elle ait l'avantage de formuler des règles qui correspondent d'assez près à la pratique argumentative effective. Deux précisions, liées à l'exigence de maintenir la référence à l'idée de normes irréductibles de validité logique et empirique, doivent être apportées afin de saisir la visée de ce texte. Tout d'abord, Bouvier entend, en opposition avec la théorie de van Eemeren, ne pas réduire les normes de la connaissance à des normes *sociales*, c'est-à-dire à des règles de bonne conduite qui devraient être suivies par les participants à un échange argumenté. Ensuite, c'est à une épistémologie sociale *naturalisée* que doit contribuer, selon lui, la pragma-dialectique. La naturalisation en question doit toutefois être comprise en un sens modéré. Elle ne vise ainsi pas à réduire, de manière auto-contradictoire, les normes épistémiques à des faits mais à reformuler ces normes de manière à les rendre plus proches des processus factuels ou « naturels » de la connaissance. Bouvier propose dès lors d'introduire une distinction supplémentaire entre deux formes de préservationnisme (épistémologique et sociologique), d'une part, et de déplacer la ligne de démarcation entre préservationnisme et expansionnisme sociologiques par rapport au critère goldmanien, d'autre part².

Bibliographie

- BOUVIER, Alban & CONEIN, Bernard (éds.) [2007], *L'Épistémologie sociale : une théorie sociale de la connaissance*, Raisons pratiques. Épistémologie, sociologie, théorie sociale, t. 17, Paris : Éditions de l'EHESS.
- CHEVALIER, Jean-Marie [2015], Les deux sources de l'épistémologie sociale, *Cahiers philosophiques*, 142(3), 73–91, doi : 10.3917/caph.142.0073.
- COADY, David [2012], *What to Believe Now : Applying epistemology to contemporary issues*, Malden, MA : Wiley-Blackwell.
- ENGEL, Pascal [2007], Une épistémologie sociale peut elle être aléthiste ?, dans *L'Épistémologie sociale : une théorie sociale de la connaissance*, édité par A. Bouvier & B. Conein, Paris : Éditions de l'EHESS, Raisons pratiques. Épistémologie, sociologie, théorie sociale, t. 17, 81–102.
- FULLER, Steve [2012], Social epistemology : A quarter-century itinerary, *Social Epistemology*, 26(3–4), 267–283, doi : 10.1080/02691728.2012.714415.

2. Par Olivier Ouzilou.

- FULLER, Steve & COLLIER, James H. [2004], *Philosophy, Rhetoric, and the End of Knowledge : A new beginning for science and technology studies*, Mahwah, N.J : Lawrence Erlbaum Associates, 2^e éd.
- GILBERT, Margaret [1989], *On Social Facts*, Londres : Routledge.
- [2007], Croyance collective et changement scientifique, dans *L'Épistémologie sociale : une théorie sociale de la connaissance*, édité par A. Bouvier & B. Conein, Paris : Éditions de l'EHESS, n° 17 dans *Raisons pratiques. Épistémologie, sociologie, théorie sociale*, 239–254.
- GOLDMAN, Alvin I. [1994], Argumentation and social epistemology, *The Journal of Philosophy*, 91(1), 27–49, doi : 10.2307/2940949.
- [1999], *Knowledge in a Social World*, Oxford : Oxford University Press.
- [2010], Why social epistemology is real epistemology, dans *Social Epistemology*, édité par A. Haddock, A. Millar & D. Pritchard, Oxford : Oxford University Press, chap. 1, 1–29, doi : 10.1093/acprof:oso/9780199577477.003.0001.
- GRECO, John [2010], *Achieving Knowledge : A virtue-theoretic account of epistemic normativity*, Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- HARDWIG, John [1985], Epistemic dependence, *The Journal of Philosophy*, 82(7), 335–349, doi : 10.2307/2026523.
- LIST, Christian & PETTIT, Philip [2011], *Group Agency : The Possibility, Design, and Status of Corporate Agents*, Oxford University Press.
- SOSA, Ernest [2007], *A Virtue Epistemology : Apt Belief and Reflective Knowledge*, t. 1, Oxford ; New York : Oxford University Press.
- THAGARD, Paul [2007], Faire de la recherche en collaboration, dans *L'Épistémologie sociale : une théorie sociale de la connaissance*, édité par A. Bouvier & B. Conein, Paris : Éditions de l'EHESS, *Raisons pratiques. Épistémologie, sociologie, théorie sociale*, t. 17, 165–190.
- TOLLEFSEN, Deborah [2015], *Groups as Agents*, Malden, MA : Polity.
- WAGENKNECHT, Susann [2014], Opaque and translucent epistemic dependence in collaborative scientific practice, *Episteme*, 11(4), 475–492, doi : 10.1017/epi.2014.25.